

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE  
75014 PARIS - FRANCE  
TÉL. 320.36.20  
C. C. P. 1248-74 N PARIS

D 467 CHILI: CONFESSIONS D'UN AGENT DE LA DINA

Le témoignage ci-dessous est exceptionnel: c'est celui d'un ancien agent des services spéciaux de la police politique du Chili, la tristement célèbre DINA - Division d'intelligence nationale.

En juin 1977, en effet, Juan René Muñoz Alarcón donnait secrètement son témoignage à des chiliens appelés ici XI...

En août suivant, il était retrouvé assassiné: son cadavre portait des traces évidentes de torture. La presse annonçait le fait en le présentant comme un crime de droit commun.

Le 12 août 1977, le général Pinochet annonçait la dissolution de la DINA, créée en 1974, et son remplacement par la Centrale nationale d'information - CNI (cf. DIAL D 399).

Le 19 avril 1978, le gouvernement décrétait l'amnistie, mesure qui allait se révéler comme bénéficiant aussi les membres de la police accusés d'exaction contre la personne des détenus politiques.

Ce n'est qu'en juin 1978 que, par suite d'indiscrétions, la déposition de Juan René Muñoz Alarcón est rendue publique. C'est l'époque où les familles de disparus font une deuxième grève de la faim pour obtenir des nouvelles des leurs. La première grève de la faim avait eu lieu en juin de l'année précédente (cf. DIAL D 388).

Curieusement, c'est au moment de la première grève de la faim que l'agent de la DINA fait sa déposition; et c'est au moment de la deuxième grève de la faim que son témoignage est rendu public.

En plus des renseignements donnés sur les méthodes, les lieux et les chefs des services spéciaux de la DINA, cette déposition affirme essentiellement que "certains des disparus" sont encore vivants.

La traduction publiée ici a été faite sur le texte paru dans la revue mexicaine "Proceso", n° 85, du 19 juin 1978.

(Note DIAL)

Je m'appelle Juan René Muñoz Alarcón, titulaire de la carte d'identité n° 4.824.557-9 délivrée à Santiago. J'ai trente-deux ans. Je suis marié et habite rue Sargento Menadier n° 311, Puente Alto, quartier Maipo. Je suis ancien dirigeant du Parti socialiste, membre du Comité central de la jeunesse, dirigeant national de la CUT - Centrale unifiée des travailleurs, et j'ai appartenu à la Confédération des travailleurs du cuivre.

En 1973, j'ai quitté le Parti socialiste. Je suis parti parce que je n'étais pas d'accord sur certaines choses. Je l'ai annoncé devant la presse, la télévision et la radio. C'était quatre ou cinq mois avant le coup d'Etat militaire, ce qui m'a valu d'être pourchassé et traqué par ceux du parti. On a incendié ma maison et j'ai perdu ma famille. A l'époque j'étais marié et j'avais six enfants. Les gens de droite m'ont recueilli. Plus exactement, c'est Carlos Aston, aujourd'hui consul général du Chili en Afrique du sud. On m'a caché et nourri car j'étais vraiment à bout: il ne me restait plus qu'à me tirer une balle dans la tête.

Peu après, le coup d'Etat a eu lieu. J'ai été conduit au Stade national - le premier camp de concentration établi par Pinochet en septembre 1973 - pour y reconnaître des gens. A l'époque c'est volontairement que je l'ai fait car je voulais prendre ma revanche sur ceux qui avaient été mes anciens camarades, parce qu'ils m'avaient pourchassé. Je suis l'homme à la cagoule du Stade national. Les services de sécurité m'ont mis une cagoule et m'ont fait passer dans les différentes sections où se trouvaient les détenus. J'ai reconnu beaucoup de gens. Nombre d'entre eux ont été tués et je suis responsable de leur mort du seul fait que je les ai identifiés et accusés d'être mes anciens camarades, membres du Comité central ou membres du service de sécurité du parti.

Ensuite on m'a demandé d'accompagner dans la rue quelques groupes de militaires pour identifier les gens sur les places. Par malheur je suis tombé sur Miguel Plaza, qui est toujours vivant grâce à moi. Je n'ai pas voulu le reconnaître. Malheureusement il existait une photo où nous étions ensemble, et parce que j'avais menti j'ai été arrêté pendant des mois. On m'a fait subir le même traitement que les prisonniers; il n'a pas été tenu compte du fait que je n'appartenais plus au Parti et que je ne faisais plus partie de rien.

Puis j'ai été remis en liberté à condition de collaborer. J'ai été conduit à Colonia Dignidad, dans l'intérieur de Parral, à une quarantaine de kilomètres (1). Là fonctionnait un centre d'entraînement des services de renseignement, sous la direction d'allemands naturalisés chiliens. C'étaient d'anciens allemands qui s'étaient sauvés au moment de la guerre. Ils étaient arrivés là très jeunes. Ils sont d'ascendance juive et ils disposent d'un véritable régiment à Colonia Dignidad. Là on trouve un hôpital avec les équipements les plus modernes, comme en voudraient tous les hôpitaux de Santiago; on trouve aussi des avions ambulances, des avions postaux et des prisons souterraines. Là on m'a appris à interroger les gens et à pratiquer le renseignement. Je m'explique: ils me demandaient de rejoindre le Parti dans la clandestinité et d'en redevenir membre. Malheureusement, ou plutôt heureusement, cela n'a pas été possible car j'étais trop "brûlé": tout le monde savait que je l'avais quitté. La proposition n'a pas été suivie d'effet.

Par la suite, j'ai été utilisé pour rechercher des gens, les interroger, les torturer et les tuer. Mon chef direct pour cela était Alvaro Puga Cox, l'actuel directeur de cabinet pour les affaires civiles de la junte gouvernementale, en compagnie du coordinateur du canal 9 de la télévision de l'Université du Chili, Jorge Schilling Rojas, étudiant en droit. L'autre, du nom de Zalaquett, est chef du personnel au journal "El Cronista". L'autre, chef de zone, s'appelle Anibal Maturana Contreras, coordinateur national des impôts intérieurs et proche du général Contreras de la DINA (2).

En général on croit que la DINA est le seul organisme à faire disparaître des prisonniers. Ce n'est pas exact. Il existe sept services de renseignement qui opèrent dans le pays. Le plus important est certainement la DINA dont 70 à 80% des effectifs sont des militaires et des carabiniers. Les autres 20% sont des civils, des marins et des aviateurs. Mais ces deux dernières catégories sont très peu nombreuses car elles attachent davantage d'importance à leurs propres services de renseignement. Par ailleurs, il existe cinq services spé-

(1) Dans le sud du Chili (N.d.T.).

(2) Le général Contreras, ami intime du général Pinochet, a été contraint de démissionner de l'Armée en mars 1978 par suite de l'enquête nord-américaine sur l'assassinat aux Etats-Unis, en septembre 1976, d'Orlando Letelier, ancien ministre des affaires étrangères d'Allende. Après la dissolution de la DINA, en août 1977, le général Contreras avait été nommé chef du génie. Dans l'affaire Letelier, la DINA était

ciaux avec leurs appareils clandestins tels que SIFA, SIGAN, DIENE, DIGET et le Département d'information de la police politique. J'ai travaillé avec tous ces services, sans exception. J'avoue que, lorsque j'ai commencé, je l'ai fait par esprit de revanche, avec haine, heureux de pouvoir me venger. Mais par la suite, vu la situation dans laquelle je me trouvais et les choses que j'ai dû faire, j'ai réagi et à plusieurs reprises j'ai essayé de m'en sortir. Ce qui n'a pas été possible car là-dedans on y entre mais on n'en sort pas. En deux occasions j'ai fait appel à X1... qui a toujours refusé. La première fois, j'ai parlé avec X2...; avant, j'avais aidé X3... avant qu'il soit pris par la DINA; quand il cachait X4... et X5..., je les ai avertis. X3... en est témoin et je l'avais confirmé à X6...

Si je fais cette déclaration, ce n'est pas pour demander pardon ou pour me réconcilier avec moi-même, car ce que j'ai fait est parfaitement inqualifiable. Aujourd'hui encore je m'interroge; je n'arrive pas à comprendre comment j'ai pu en arriver là. A ma décharge pourtant, je dois dire que c'est très difficile de s'en sortir quand on n'a l'aide de personne et que les services de renseignement vous coincent.

J'ai aidé à faire disparaître quelques-unes des personnes qui se trouvent à Colonia Dignidad. Il y en a 112 en ce moment à Colonia Dignidad. Certains sont des dirigeants des différents partis de l'Unité populaire. Les autres se trouvent à Santiago, là à Peñalolén, à Colonia (3). Ils sont environ 145. Les autres sont tous morts. Ils ont été tués à Peldehue par le commando d'exécution de la DINA sous les ordres de Fernando Cruzat; son quartier général est situé rue Ahumada n° 312, au 6e étage. C'est un bureau d'achat et de vente d'or. Il faut dire que 90% du commerce de l'or dans le centre de Santiago est entre les mains de la DINA.

Les ateliers de gravure où on fabrique des clefs appartiennent à la DINA. Je peux citer par exemple le n° 1061 de la rue Moneda, et le n° 121 de la rue Bandera qui sont les endroits les plus importants. C'est là qu'est amené celui qu'on arrête dans le centre; C'est là qu'on le conduit d'abord avant de l'emmener ensuite en ambulance en direction de Tobalada, au camp 4, celui de Cuatro Alamos. Tout le monde connaît celui de Tres Alamos et celui de Cuatro Alamos. Il existe six lieux de réclusion; j'en ai déjà cité quelques-uns.

Une autre chose importante c'est qu'on utilise une fiche d'identité. Quand quelqu'un est pris, quand il tombe prisonnier, moi par exemple, je donne mon nom: je suis pris, moi Juan Muñoz Alarcón. Ils remplissent une fiche en mettant à la place de mon nom: Francisco López Aguirre. C'est pour ça qu'en cas de demande d'habeas corpus, on ne trouve jamais le nom alors que la personne est réellement détenue. Ils brûlent tous ses papiers d'identité, les vrais, et mettent à la place la nouvelle fiche d'identité.

Dans certains cas, des personnes figurent comme étant sorties du pays. C'est sûr qu'elles sont sorties: elles ont été emmenées en Argentine, mais on les a fait revenir en avion. D'autres fois, quand quelqu'un s'est refusé à collaborer avec la DINA - car, je tiens à la dire clairement, purs ou non on collabore tous: c'est une pratique bien établie - la DINA fabrique une fausse carte d'identité à l'un de ses agents avec le nom de cette personne; l'agent passe la frontière pour faire enregistrer officiellement le nom de cette personne comme sortie du pays; ensuite elle est exécutée.

Je m'étais pourtant préparé à faire cette déclaration: mais je suis un peu nerveux. Je sais bien ce que ça signifie pour moi. D'un côté comme de l'autre

(3) Il faut sans doute lire "Colina" au lieu de "Colonia" en raison des affirmations finales: voir page 5 de ce document (N.d.T.).

je suis mort. Pour moi, c'est clair. C'est pour ça que je ne demande l'aide de personne, ni protection. Ils vont me tuer, aussi bien ceux qui ont été mes anciens camarades, pour se venger de moi, que ceux de l'autre bord car quand quelqu'un ne sert plus, il vaut mieux le faire taire définitivement. C'est plus sûr.

Le système fonctionne comme ça: on enlève les gens à Santiago et on les emmène à Tobalada. Près de Grimaldi (4) il y a une maison relativement grande où les gens sont détenus. Elle s'appelle Dignidad. A Dignidad il y a une station de radio qui permet d'entrer immédiatement en communication avec n'importe quelle partie du monde; c'est là qu'est centralisée toute l'information de la DINA en provenance de ses réseaux à l'étranger. A l'heure actuelle, 50% des agents de la DINA opèrent au Vénézuéla, en Colombie, en France, en Suède, en Italie. Il faut préciser que ce sont des officiers d'active et non du personnel civil. Le personnel civil supplée sur place, dans le pays. De qui, de quelle hiérarchie dépendent ces groupes?

Cruzat est celui qui a attaqué l'ANEF - Agrupación Nacional de Empleados Fiscales, avec le groupe n° 1 de la section 121. Voici un renseignement sur Fernando Cruzat. C'est le demi-frère du capitaine Jorge Zuchino (5), qui est le chef du groupe de surveillance ouvrière du régiment Tacna, deuxième bureau, chargé de toutes les industries du grand Santiago et environs. Cet organisme a pour tâche de pourchasser, d'enlever, de faire limoger et de terroriser les travailleurs en général; il compte avec la participation du chef du personnel de l'usine métallurgique ASA, Ivonne Rios Talledo, qui est assistante sociale; et de Carmen Smith, directrice du personnel de CINTAC. Ce sont elles deux qui font fonctionner la machine. Le groupe de surveillance ouvrière a à sa disposition une véritable armée de mouchards. C'est ce qui permet aux services de renseignement d'arrêter, d'interroger, de torturer et, comme je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, de tuer ceux qui manifestent leur mécontentement du gouvernement. Il suffit que quelqu'un dise un mot contre le gouvernement pour qu'il perde son travail. Le plus important, c'est de faire que la justice revienne dans ce pays. En clair, ça veut dire que le gouvernement actuel a passé toutes les limites possibles de la légalité. C'est un gouvernement parfaitement illégal.

Il existe actuellement dans le pays un escadron de la mort aux ordres du capitaine Rolando Larenas, un officier d'artillerie. Je le dis pour qu'on puisse le localiser plus tard. Cet homme est en contact avec les services de renseignement brésiliens, argentins et uruguayens qui opèrent librement dans notre pays. La moitié des véhicules immatriculés en Argentine et qui entrent en touristes au Chili par les différents postes frontières, sont en réalité à la disposition de nos services de renseignement. Le travail de ces services consiste à pourchasser les gens à l'étranger et à les ramener dans le pays où il est procédé à l'échange des prisonniers et où il est mis un terme à l'aventure. Tout cela se pratique avec l'aval du président de la République qui est le responsable direct de ces agissements puisque le chef de la DINA est sous sa coupe directe. Le ministre de l'intérieur et celui de la justice n'ont rien à voir avec ces services.

Une autre personne que j'allais oublier et qui joue un rôle très important, c'est Daniel Galleguillos, le mari de Silvia Pinto. Ils sont tous les deux des agents de la CIA au Chili. Ils sont sous les ordres de James John Blayton, de l'ambassade nord-américaine, et de Sheila Fortnecon, secrétaire chilienne de l'ambassadeur. Un de leurs collaborateurs immédiats est un ancien socialiste comme moi, qui a actuellement l'entière confiance du Parti socialiste, mais

(4) Le centre de torture de Villa Grimaldi (N.d.T.).

(5) Orthographe incertaine (N.d.T.).

qui est un traître: il s'appelle Hugo Vicencio. C'est lui qui est responsable de la chute d'Ezequiel Ponce et de tous ceux qui sont tombés par la suite.

Voilà en gros mes accusations. J'autorise Xl... à en faire l'usage qu'il voudra, quelles qu'en soient les conséquences. Je suis prêt, comme je l'ai dit par mesure de sécurité. Car je suis menacé de mort et je sais que tôt ou tard je vais mourir. Par mesure de sécurité, je le répète, pour qu'on puisse en faire usage au profit de tant de gens qui souffrent, ce dont je suis responsable, peut-être pas directement, mais dans le fond réellement. Je fais ça pour la vérité. Je suis prêt à aller devant les tribunaux, partout où c'est nécessaire, pour dénoncer tout cela et m'en porter garant.

Tout ce que je viens de dire, c'est en pleine jouissance de toutes mes facultés que je l'ai dit, sans pression d'aucune sorte, volontairement, car je crois que c'était nécessaire. Je crois que les conditions sont favorables pour affronter ce monstre qu'est la DINA. Je tiens aussi à affirmer, sous serment si nécessaire, qu'une partie des prisonniers sont vivants, en mauvaises conditions physiques, et certains au bord de la folie par suite des traitements subis, très violents. Je veux parler en particulier de Carlos Lorca; et de Ponce, le chef du front intérieur du Parti socialiste et du SG au moment de son arrestation. Ils sont à Colonia Dignidad, au pavillon n° 2. Je veux aussi parler de Tolosa, des Jeunesses communistes et du Comité central, qui a dénoncé beaucoup de monde; mais je dois dire à sa décharge qu'il a été terriblement et sauvagement torturé.

Il existe une liste noire que j'ai annoté de ma main: elle comporte des numéros et des noms; j'ai coché ceux qui sont vivants et ceux qui sont morts; les vivants ne sont guère plus de 150. Ils sont prisonniers sous leurs noms dans les archives officielles, mais dans les archives de la DINA qui se trouvent rue Vicuña Mackenna, dans les archives de l'Etat-major des forces armées, ils figurent sous un autre nom, tous sans exception. Sur les lieux mêmes de leur détention, ils figurent sous la double identité. Xl... pourrait s'y risquer, s'il le juge utile, car il y a là-bas un témoin qui les a interrogés, qui les a vus et qui peut dire qu'ils sont à Colonia Dignidad. Le témoin, je ne peux pas dire son nom pour l'instant; mais le moment venu, si nécessaire, je le dirai. Tous ces gens-là n'ont aucune chance de s'en sortir vivants. Je suis certains qu'ils n'en sortiront pas vivants. Si leur arrestation reste toujours secrète, c'est parce qu'ils étaient des gens importants dans la clandestinité; on les garde vivants pour pouvoir les utiliser dans la chasse aux autres.

Les lieux certains, je le répète, où il faut attaquer le mal, c'est Colonia Dignidad, Colina et Peñalolén. Les prisonniers disparus ne sont nulle part ailleurs. Des prisonniers occasionnels, on peut en trouver dans de nombreux endroits, mais les disparus ne se trouvent que dans ces lieux-là. Les femmes sont à San José de Maipo, où se trouvent les malades du poumon, incroyable, mais c'est un endroit parfait pour "enterrer" quelqu'un.

Indubitablement, ces jours derniers, ces derniers mois, beaucoup de gens sont tombés. Certains d'entre eux sont vivants comme dans le cas de Contreras Maluje. D'ailleurs la Cour suprême a ordonné sa remise en liberté immédiate. Xl... devrait dénoncer le lieutenant Fuentes, des services spéciaux de la Force aérienne du Chili (FACH), pour non accomplissement de l'ordre émanant de ce tribunal et concernant la remise en liberté de cette personne qu'ils détiennent. Le seul organisme qui prend des prisonniers à la DINA c'est les services spéciaux de la FACH qui ont pratiquement anéanti le MIR, avec l'aide du fameux commandant Raúl, de son vrai nom Raúl Romo.

Voilà pratiquement tout ce que je voulais dire. Je suis prêt à le faire sous forme légale, devant notaire, devant les tribunaux, pour le bien et pour qu'on en finisse avec l'injustice dans ce pays; pour que, quand un citoyen veut sortir dans la rue, il puisse le faire tranquillement, comme on fait dans un pays libre, et non pas avec la crainte ou dans la terreur d'être guetté depuis le coin d'une rue parce qu'un voisin l'a accusé d'être communiste ou socialiste.

Je suis à votre disposition, quand vous voudrez et où vous voudrez. Si je peux vous être utile plus tard, vous pouvez compter sur moi, inconditionnellement. Je ne demande rien, je ne veux rien, ni que personne ne réponde de moi car quand on fait quelque chose on doit en assumer la responsabilité et, le moment venu, en subir les conséquences.

S'il y a des pressions contre moi, c'est du gouvernement qu'elles viendront. Tout cela, je l'ai fait volontairement, sans avoir été pressonné. J'ai la conscience tranquille car je dis la vérité.

-----

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 160 F - Etranger: 185 F (voie normale)  
(par avion: tarif sur demande)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441